



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Situation sanitaire

Question au Gouvernement n° 3707

### Texte de la question

#### SITUATION SANITAIRE

**M. le président.** La parole est à Mme Frédérique Dumas.

**Mme Frédérique Dumas.** Dès le 9 janvier, nous savions que le variant britannique représentait 1 % des contaminations, que la dynamique de sa courbe épidémique était amorcée et que sa progression était inéluctable. Depuis hier, nous savons qu'à Paris, la part du variant est passée à 10 % – avec une semaine d'avance sur les projections des modélisations effectuées début janvier – et que celle du variant sud-africain s'établit à 1 %. Cela démontre donc de manière factuelle que les mesures de couvre-feu ne sont pas suffisantes pour contenir l'expansion du variant. Mi-février, nous serons au cœur de la vague dont on constate déjà les dégâts en Grande-Bretagne ; mi-mars, le variant sera devenu majoritaire.

Monsieur le ministre des solidarités et de la santé, en laissant passer encore une semaine avant de prendre des mesures fortes, ne risquez-vous pas de laisser s'aggraver la situation ? Il s'agit de tenir compte non pas de la pression qu'exerceraient les scientifiques, comme certains l'avancent, mais de faits objectifs, établis par les scientifiques dans leur ensemble.

En outre, j'ai été informée que nous allons vraisemblablement devoir affronter une pénurie mondiale des consommables utilisés par les laboratoires. En France, les remontées d'informations sont alarmantes : il existe une tension sur les embouts de pipettes, les tubes pour le sérum, les tubes Eppendorf et, de manière plus générale, sur le petit matériel de laboratoire, essentiel pour réaliser les tests PCR, déterminer la sérologie ou procéder au séquençage. Certains laboratoires et hôpitaux n'ont plus de stocks, d'autres en ont seulement pour dix jours ou alors deux mois et les fournisseurs ne sont pas rassurants. Dès que les stocks seront épuisés, tout le diagnostic biologique sera affecté. En réalité, toute la filière du polypropylène est en surchauffe.

Monsieur le ministre, peut-on imaginer une seule seconde de mettre à l'arrêt une partie des recherches, de ne plus diagnostiquer les malades et de ne plus rechercher les variants ? Avez-vous anticipé une réorientation des filières françaises des plastiques vers la production de ce type de matériel ? Cela ne s'improvise pas car une telle réorganisation prend du temps.

**M. le président.** La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

**M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.** Madame la députée, je peux compléter la réponse que j'ai faite à votre collègue Monique Limon au sujet des variants. Nous déployons de nouveaux kits de dépistage PCR des différents variants, reposant sur des méthodes plus efficaces que celles que nous utilisions jusqu'à présent.

Il a déjà été possible à partir de la technique de PCR Thermo Fisher, qui met en évidence des variations dans le profil du virus, de procéder à un séquençage génétique des prélèvements suspects et de déterminer avec exactitude la présence du variant. L'étude que le professeur Bruno Lina a menée en temps réel a ainsi permis d'établir que le taux du variant anglais était de 1,5 % à 2 % pour la France entière. Je n'ai pas les chiffres de sa nouvelle enquête pour la France entière. En Île-de-France, les laboratoires, sur la base des anomalies qu'ils observent sur les plateformes PCR, évoquent 8 % à 9 % de variant anglais et 1 % de variant sud-africain, lesquels seraient davantage présents que dans le reste du territoire. Les chiffres sont à préciser mais il est évident que nous tiendrons compte de cette donnée fondamentale lors du conseil de défense de demain.

Les nouveaux kits de dépistage, plus sensibles que cette technique Thermo Fisher, permettront d'identifier la présence non seulement du variant anglais mais aussi du variant sud-africain, du variant brésilien et d'autres variants à venir. Nous avons commencé à les déployer ce week-end dans les zones où il existe de fortes tensions sanitaires et épidémiques. Nous avons envoyé à l'ensemble des virologues une note les invitant à utiliser ces nouveaux moyens qui constituent une chance. Cela veut dire en effet que la recherche se poursuit et que nous sommes capables d'apporter des réponses évolutives à mesure que le virus nous joue des tours.

S'agissant de la filière plastique, je ne puis vous apporter une réponse précise. Sachez que, depuis un an, des prospections sont menées en temps réel avec l'ensemble des laboratoires privés et publics pour s'assurer qu'il n'y a pas de pénuries de consommables ou de réactifs.

Pour finir, je rappellerai que la France effectue encore 2 millions de tests par semaine, soit plus de deux fois plus que les Allemands et la plupart de nos voisins. Cela mobilise de l'énergie et des ressources, mais jusqu'à présent, nous avons toujours tenu et il n'y a pas de raisons que cela change.

**M. Aurélien Pradié.** Formidable ! Vraiment formidable ! Ne changez rien !

**M. le président.** La parole est à Mme Frédérique Dumas.

**Mme Frédérique Dumas.** Monsieur le ministre, vous confirmez donc que vous n'avez absolument pas anticipé.

**M. Pierre Cordier.** Eh oui !

**Mme Frédérique Dumas.** Et je note aussi que vous n'avez pas répondu à ma première question.

**M. Olivier Véran, ministre.** Et vous, vous n'avez pas voté l'état d'urgence !

## Données clés

**Auteur :** [Mme Frédérique Dumas](#)

**Circonscription :** Hauts-de-Seine (13<sup>e</sup> circonscription) - Libertés et Territoires

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3707

**Rubrique :** Pharmacie et médicaments

**Ministère interrogé :** Solidarités et santé

**Ministère attributaire :** Solidarités et santé

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [27 janvier 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 janvier 2021](#)